



Une installation faite de savons appelée «Palestine après Oslo» au Musée de la Palestine.

© AFP PHOTO/ABBAS MOMANI

FORUM

Investir en Palestine, sans Etat ni banque centrale ni monnaie?

Malgré d'évidentes contraintes géopolitiques, la Palestine est résiliente sur le plan économique grâce à son secteur privé, composé à 90% de PME

3 minutes de lecture

Proche-Orient Finance

Sofia Tulupova, Symbiotics Investment Analyst

Publié lundi 28 août 2017 à 16:34.

En Palestine, les barrières ne sont pas forcément là où on les attend. Quand on arrive en tant qu'investisseur, il n'y a pas de réelles entraves pour accéder aux territoires occupés. Ramallah fait l'effet d'une ville paisible et accueillante, loin du tumulte des intifadas, loin des clichés. Pour autant, les investisseurs ne s'y pressent pas.

Ni Etat, ni banque centrale

Il est vrai que l'Autorité palestinienne ne dispose ni d'un Etat, ni d'une banque centrale ou d'une devise propre et entretient des relations pour le moins compliquées avec Israël. Cela étant, la Palestine surprend.

Au fil des années, le secteur privé palestinien, composé à 90% de petites et moyennes entreprises (PME), a démontré sa capacité d'adaptation et sa relative robustesse. Et ce malgré la taille modeste de son économie, et un développement entravé par les contraintes de l'occupation israélienne.

Bien que toujours très dépendante de l'aide internationale, l'Autorité palestinienne cherche à attirer les investissements directs étrangers à travers divers mécanismes: politique fiscale incitative, établissement d'une bourse, soutien de l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale (MIGA) ou signature de la Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. A signaler que si les investissements directs étrangers augmentent depuis 2009, les prises de participations restent limitées et sont à 80% d'origine jordanienne, en particulier dans le secteur financier. Ce dernier jouit d'ailleurs d'une certaine stabilité et d'une véritable liquidité.

La Palestine est dépendante des banques israéliennes

Malgré les complexités géopolitiques et notamment la dépendance aux banques israéliennes, la Palestine dispose en effet d'un secteur financier régulé et bien établi. A noter que plus de la moitié des banques opérant en Palestine sont d'origine régionale (Jordanie, Koweït, etc.).

Certaines démarches – Fonds de garantie de crédit européen-palestinien notamment, établi par la Commission européenne et le gouvernement fédéral d'Allemagne à travers l'institution de droit public KfW – visent à faciliter le financement du segment micro-entreprises et PME.

Le secteur informel représente 40% de l'économie

Les banques restent toutefois peu impliquées dans le financement de ces entreprises, en particulier celles opérant dans le secteur informel. Cela dans un marché où il représente 40% de l'économie et emploie un tiers de la population active dans le privé, dans un environnement marqué par un taux de chômage de près de 30%.

Dès lors, la microfinance se retrouve en première ligne dans le financement de l'économie palestinienne. A sa création dans les années 1990, le secteur a bénéficié du soutien de donateurs (Oxfam et Save the Children, notamment), ce qui lui confère encore aujourd'hui une forte empreinte sociale. Fort d'un essor important ces dix dernières années, il compte aujourd'hui neuf institutions dédiées et trois programmes. Six de ces entités sont régulées par l'Autorité monétaire palestinienne, qui fait office de banque centrale pour la Cisjordanie et Gaza.

Des performances financières solides

Ce qui peut surprendre le visiteur est la professionnalisation du secteur et ses relativement solides performances, malgré l'environnement complexe dans lequel elles évoluent. Alors que les infrastructures sont correctes dans certaines parties de la Cisjordanie, les institutions doivent surmonter quotidiennement les difficultés logistiques. Entre autres la plupart des zones sous total contrôle israélien, soit 60% de la Cisjordanie, sont difficiles d'accès pour les Palestiniens, et Gaza, qui concentre 35% du portefeuille du secteur, l'est encore davantage. Pourtant, malgré les récents chocs externes (crise financière de 2008, Printemps arabe de 2010) et les conflits internes (dernier conflit armé à Gaza en 2014), le secteur affiche des performances financières positives.

Subventions à la microfinance

A l'instar de l'Autorité palestinienne, le secteur de la microfinance a été jusqu'à aujourd'hui largement soutenu par des investissements subventionnés, notamment en provenance des pays du Golfe. Il n'empêche, il commence à attirer les investisseurs étrangers. Un exemple positif de changement de paradigme dans un environnement qui reste difficile.

Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux

[FACEBOOK](#) [TWITTER](#) [YOUTUBE](#) [INSTAGRAM](#)

